

Holmes, John W. *The Shaping of Peace : Canada and the Search for World Order. Vol. I : 1943-1957*, Toronto : University of Toronto Press, 1979, 367 p.

Richard Jones

Volume 12, numéro 1, 1981

Production et politiques agricoles dans les pays industriels : du dedans au dehors

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701182ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701182ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1981). Compte rendu de [Holmes, John W. *The Shaping of Peace : Canada and the Search for World Order. Vol. I : 1943-1957*, Toronto : University of Toronto Press, 1979, 367 p.] *Études internationales*, 12(1), 225–227.  
<https://doi.org/10.7202/701182ar>

Au nom de la coexistence pacifique, l'URSS se montre très attachée au principe de la liberté des mers, et de la navigation en particulier. Certains auteurs soviétiques ont même fait de la liberté de la haute mer un principe de *jus cogens*. Les raisons concrètes de cet attachement de l'URSS résident dans l'importance de la propre flotte. On a même vu l'Union soviétique, tout au long des travaux de la Troisième Conférence sur le droit de la mer, qui se déroule depuis une dizaine d'années, abandonner progressivement le groupe des pays en voie de développement pour se ranger avec les grandes puissances maritimes capitalistes, plus respectueuses de la liberté des mers. L'URSS s'oppose ainsi à toute extension induite de la mer territoriale des États au-delà de 12 milles et se prononce en faveur de la liberté de navigation dans les détroits internationaux (ses propres débouchés sont souvent commandés par des détroits qu'elle ne contrôle pas).

D'un autre côté, l'URSS va s'écarter de la position des grandes puissances occidentales sur un certain nombre de points où sa souveraineté est en jeu : protection de ses biens, protection de son territoire. Ainsi montre-t-elle un attachement très fort à l'immunité complète de juridiction de ses propres navires d'État affectés à un service commercial. Très contestée par les pays occidentaux, cette attitude a conduit l'URSS à émettre des réserves à l'égard de l'article 9 de la Convention de 1958 sur la haute mer, et à l'article 20 de la Convention sur la mer territoriale. À ses yeux, tous les navires battant pavillon soviétique ne doivent relever que de sa propre législation.

Même attitude souverainiste pour la protection de son territoire. Ainsi a-t-elle décidé que la route maritime du Nord ne constituait pas une voie de navigation internationale. Elle limite l'accès à certaines zones de sa mer territoriale aux navires étrangers de commerce. Elle a établi un régime d'autorisation pour le passage des navires de guerre étrangers dans sa mer territoriale, qui a justifié une réserve de sa part à l'article 23 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale. Elle a adopté une conception extensive des eaux intérieures, qui a justifié l'incorporation, à titre

d'eaux historiques, d'immenses superficies maritimes comme la Baie Pierre le Grand (annexion très contestée). Enfin, dernier exemple, elle a défini de façon très rigoureuse les droits des navires étrangers dans les ports soviétiques.

Non content, comme on le voit, d'étudier de façon minutieuse et approfondie la position soviétique, Pierre Solodovnikoff la remet dans son contexte. Il en résulte que son ouvrage pourrait être lu même par ceux qui n'ont eu aucun contact préalable avec le droit de la mer en général. En ce sens, c'est un véritable traité du droit de la mer, très à jour qui plus est (il fait état des travaux de la Troisième Conférence).

La rédaction de l'ouvrage a impliqué la lecture d'un grand nombre de travaux originaux, la plupart en langue russe. On souhaiterait que de telles monographies se multiplient, décrivant la pratique nationale d'autres États. Ce genre d'entreprise est chose rare, alors que la documentation est généralement plus disponible en Occident.

Deux regrets pour terminer, qui n'enlèvent rien à la qualité d'ensemble de l'oeuvre : pourquoi ne pas avoir abordé le problème de la pollution ? L'auteur estime qu'il s'agit d'un sujet « ne se rapportant pas à la navigation ». On peut ne pas partager son opinion... Par ailleurs, on note plusieurs répétitions, certains thèmes revenant régulièrement d'un chapitre à l'autre.

Francis RIGALDIES

*Faculté de droit  
Université de Montréal*

#### **RELATIONS INTERNATIONALES DU CANADA ET DU QUÉBEC**

HOLMES, John W. *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order. vol. I: 1943-1957*, Toronto: University of Toronto Press, 1979. 367 p.

La période de la fin de la guerre et de l'après-guerre, en ce qui concerne les relations étrangères du Canada, a déjà été largement traitée par L.B. Pearson, Escott Reid, James

Eayrs, F. H. Soward, R. A. MacKay et bien d'autres. Dans certains cas, il s'agit des mémoires de ceux qui ont joué un rôle clé dans l'élaboration de la politique extérieure canadienne de ces années. Dans d'autres, les auteurs présentent plutôt des travaux de recherches rédigés après une étude systématique des fonds documentaires disponibles à Ottawa et ailleurs. Le volume du professeur Holmes se situe quelque part entre les deux genres. Même si Holmes travaillait au ministère des Affaires extérieures à partir de 1943, participant au développement des politiques qu'il décrit, et même s'il a préféré privilégier les éléments du problème qu'il connaissait personnellement, il avoue que son propre rôle a été trop modeste pour pouvoir écrire à la première personne. Il ne s'agit donc pas du tout d'une autobiographie, même si l'auteur puise abondamment dans ses souvenirs personnels.

Holmes ne s'est pas donné pour but de rédiger une histoire globale de la politique étrangère canadienne des années 1943-1947. Il s'est davantage intéressé à décrire et à analyser le processus de formulation des politiques officielles. Plus précisément, il a cherché à placer l'action canadienne dans une perspective particulière: ce pays n'a pas proposé de grands desseins pour un monde nouveau; par contre, devant les propositions des Grands, il a tenté d'apporter des amendements et des modifications qui tiendraient davantage de sa propre vue du monde. En gros, le Canada a tenté d'empêcher que les Grandes puissances de l'époque, et notamment les États-Unis, ne remodèlent le monde sans tenir compte de l'existence et des intérêts des États secondaires ou « moyens ». Somme toute, la participation canadienne lors de ces négociations a été assez souvent frustrante et la contribution finale d'Ottawa, plutôt modeste.

Le livre de Holmes se divise en quatre parties. Puisque l'auteur désire travailler surtout avec les idées et les politiques plutôt que sur les événements eux-mêmes, il cherche d'abord à montrer comment ces idées ont été moulées par les expériences canadiennes de l'entre-deux-guerres et de la Deuxième guerre mondiale elle-même. Pour lui, la grande leçon que les Canadiens ont retirée de la guerre, a

été qu'il fallait s'adapter à des circonstances internationales changeantes dans un monde qui ne serait qu'en partie conforme aux vues canadiennes, dans un monde où se succéderaient des crises que le Canada ne pourrait guère prévenir mais aux solutions desquelles il serait peut-être en mesure d'apporter sa modeste contribution. Mais encore fallait-il que son rôle soit digne de son importance! Or, le rôle fort limité échu aux pays moyens, dont le Canada, dans la conduite de la guerre serait inacceptable dans l'après-guerre.

Dans un deuxième temps, l'ancien diplomate étudie la participation canadienne aux programmes de réhabilitation et de reconstruction de fin de guerre. Il estime que le rôle joué par le Canada a été « considérable »: n'a-t-il pas, par son aide à la Grande-Bretagne, contribué grandement à prévenir l'effondrement financier de la mère-patrie en 1946-47? Pourtant l'histoire est cruelle. Longtemps après, tous se souviendront du plan Marshall alors qu'on ne se rappellera guère le geste canadien. Holmes discute également de la venue des réfugiés: si la politique canadienne à cet égard a été en partie déterminée par des motifs économiques, l'instinct charitable n'a certainement pas fait défaut.

C'est la troisième partie du volume qui est la plus intéressante et, à notre avis, la mieux faite, car c'est ici que l'auteur analyse les relations nouvelles avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. Se rappelant les théories de J. B. Brebner sur le « triangle » (États-Unis-Canada-Grande-Bretagne), Holmes veut montrer que le Canada a dû repenser ses rapports avec les deux Grands à la suite d'une guerre qui a porté un coup très dur à l'Angleterre tout en consacrant la supériorité américaine. Paradoxalement, alors que beaucoup de Canadiens s'inquiétaient de ce qu'on regarde le Canada comme une colonie britannique, bien peu d'entre eux craignaient que le pays ne devienne un satellite américain. Parmi les premiers, il faut ranger Louis St-Laurent, le seul Canadien français d'ailleurs qui a joué un rôle marqué dans cette chasse gardée anglophone que fut la diplomatie canadienne de l'époque. Holmes n'aborde à peu près pas les relations économiques avec les États-Unis -

on trouvera un excellent traitement de ce thème dans les travaux de Granatstein – sauf pour dire que la dépendance du Canada envers l'industrie américaine a été une conséquence de la guerre et que les Canadiens eux-mêmes ne voyaient pas d'un mauvais oeil la prospérité accrue qu'ils attribuaient aux liens économiques étroits avec les États-Unis. Par ailleurs, et le professeur a raison sur ce point, il faut se garder de porter des jugements faciles sur la question puisque la notion de l'indépendance à l'époque n'était pas ce qu'elle est devenue plus tard.

Relations étroites ou non, le gouvernement canadien a manifesté une saine méfiance à l'égard de ses relations avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. À son avis, il fallait éviter de mettre sur pied de nombreuses institutions à caractère bilatéral que le pays le plus puissant, évidemment pas le Canada, dominerait. Le Canada ne visait alors qu'un Commonwealth de type consultatif, qui n'aurait pas de structures économiques et militaires formelles. Et dans ses rapports avec les États-Unis, le Canada aurait besoin de contrepoids qui seraient absents dans des relations bilatérales. Les tractations précédant l'établissement des Nations Unies, traitées dans la dernière partie du livre, montrent à nouveau les craintes du Canada quant à l'éventuelle domination du monde de l'après-guerre par les Grandes puissances. À certains égards, Ottawa a réussi à imprimer sa marque sur ces nouvelles structures.

Dans ce livre, le professeur Holmes voit la politique étrangère canadienne de cette période dans une perspective originale. Il entend poursuivre cette même voie, au cours d'un deuxième tome, dans une étude des années de la guerre froide, du moins jusqu'en 1957. Ce sera d'autant plus utile que Holmes a cette fois joué un rôle important au ministère comme diplomate, surtout auprès des Nations Unies.

Richard JONES

*Département d'histoire  
Université Laval*

PATRY, André, *Le Québec dans le monde*, Ottawa, Éditions Leméac, 1980, 167 p.

Peu d'ouvrages ont été rédigés sur les relations internationales du Québec. C'est pourquoi le livre d'André Patry vient à point pour combler cette lacune. Il constitue en ce sens une bonne introduction pour quiconque désire avoir une vue générale du sujet. La démarche est d'autant plus valable que l'auteur, revenu depuis peu à la vie universitaire, est un ancien haut-fonctionnaire des Affaires intergouvernementales et qu'ainsi il a pu observer de l'intérieur plusieurs événements mentionnés dans le livre et même y participer directement dans certains cas.

Un peu plus des trois-quarts de l'ouvrage se rapportent aux activités internationales du gouvernement québécois depuis le début des années 60.

Dans la première partie, l'auteur nous fait un rappel historique de certains événements à incidence internationale qui se sont déroulés dans la ville de Québec. Mentionnons, entre autres, la Conférence inter-alliés de 1943 réunissant Churchill et Roosevelt, la première conférence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la fameuse affaire des Trésors polonais ayant mis aux prises le gouvernement de Maurice Duplessis, le gouvernement fédéral et les services de la G.R.C. ainsi que l'ambassade polonaise à Ottawa.

La deuxième partie trace un portrait de l'attitude du gouvernement et des québécois face aux événements internationaux depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral de Jean Lesage en 1960. La participation forcée des Québécois aux deux guerres mondiales, les relations d'un Québec alors largement clérical avec la France républicaine, sa sympathie pour l'Italie fasciste et les troupes du général Franco lors de la crise espagnole, sont très brièvement évoquées.

Avec la troisième partie, de loin la plus importante, nous voyons se dérouler, au cours des divers gouvernements qui se sont succédés